

Les finances publiques italiennes s'améliorent plus vite qu'espéré

L'Italie retrouve un peu d'oxygène. Le déficit public du pays pourrait passer sous le seuil de 3 % du PIB cette année. Mais la croissance, même soutenue par le plan de relance européen, reste faible.



Le déficit public italien pourrait passer sous le seuil de 3 % du PIB en 2025, selon le gouvernement de Giorgia Meloni. (Photo Filippo MONTEFORTE/AFP)

Par **Guillaume de Calignon**

Publié le 27 sept. 2025 à 09:15 | Mis à jour le 27 sept. 2025 à 09:24



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

C'est une bonne nouvelle pour la zone euro. **Les finances publiques de l'Italie s'améliorent.** Le déficit public du pays pourrait passer sous le seuil de 3 % du PIB dès cette année, a laissé entendre Giancarlo Giorgetti, le ministre de l'Economie la semaine dernière, en raison de meilleures rentrées fiscales que prévu. Au cours des sept premiers mois de l'année, les recettes fiscales ont augmenté de 5,3 %, soit plus de 16 milliards d'euros.

Certes, la croissance reste faible puisqu'elle ne devrait atteindre qu'à peine 0,5 % cette année. Le PIB a même reculé au deuxième trimestre, l'industrie italienne, très exportatrice, ayant encaissé le choc des droits de douane imposés par l'administration Trump. Mais, malgré un climat dominé par l'incertitude, plusieurs indicateurs conjoncturels affichent désormais des tendances plus favorables. La production industrielle remonte et l'indice PMI des directeurs d'achat dans l'industrie est remonté au-dessus des 50 points, pour la première fois depuis un an et demi.

« Un environnement politique stable »

Le plan de relance européen NGEU, qui doit durer jusqu'à la fin 2026, permet de tirer l'activité économique dans la péninsule. La lutte contre la fraude fiscale a aussi participé à faire rentrer de l'argent dans les caisses. Sans compter que le marché du travail tient bien, ce qui permet aux cotisations sociales de résister. Le chômage reste proche de ses plus bas historiques, touchant seulement 6 % de la population.

Pour les économistes de la banque transalpine UniCredit, la meilleure tenue des comptes publics « pourrait ouvrir la voie à une sortie de l'Italie de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) de l'UE dès l'année prochaine », soit avec un d'avance sur le calendrier que le gouvernement s'était fixé l'an passé.

Résultat, alors que l'agence de notation **Fitch a dégradé la note de la France** en septembre, elle a **relevé celle de l'Italie** une semaine après. Même si celle-ci reste moins bien notée que l'Hexagone, le communiqué est flatteur. L'agence explique que sa décision « reflète une confiance accrue dans la trajectoire budgétaire de l'Italie, soutenue par [...] un engagement fort à atteindre les objectifs budgétaires à court et moyen terme dans le cadre du nouveau cadre européen ». Ce n'est clairement pas le cas de Paris où les finances publiques apparaissent comme beaucoup plus dégradées qu'à Rome.

Encore des difficultés

Fitch met aussi en avant « un **environnement politique stable** », comme dans un clin d'oeil à la France où les gouvernements se succèdent, un peu à la mode italienne de ces dernières décennies. « Depuis le début de la République italienne, les gouvernements italiens ont duré en moyenne 414 jours, tandis que le gouvernement Meloni a duré près de trois ans », ce qui en fait le quatrième le plus long de l'histoire de la République, ont calculé les économistes de Morgan Stanley.

Tout n'est évidemment pas rose de l'autre côté des Alpes. D'abord, l'Italie n'a retrouvé **son niveau de PIB par habitant** de 2008 que seize ans après, en 2024. Les gains de productivité sont extrêmement faibles. Ensuite, sa dette publique reste particulièrement élevée, à 137,9 % de son PIB à la fin mars, selon Eurostat, et il sera très difficile de la réduire significativement. Elle risque même de remonter au prochain accident conjoncturel. Enfin, la proportion de personnes en emploi est plus basse que la moyenne de la zone euro. Sa population est vieillissante.

Et comme « le taux d'intérêt sur la dette publique va dépasser la croissance économique, ce qui rendra la réduction de la dette plus difficile au fil du temps », selon Lone Christiansen, le responsable du Fonds monétaire international (FMI) en Italie, ce dernier aimerait que Rome fasse « des efforts budgétaires plus importants que prévu cette année et l'année prochaine ». Il faudrait que le pays dégage un excédent budgétaire primaire, c'est-à-dire avant paiement des intérêts, de 3 % du PIB en 2027, contre environ 0,7 % cette année, selon lui. Une telle austérité paraît impossible à mettre en oeuvre pour le gouvernement de l'actuelle Première ministre, Giorgia Meloni. L'activité économique risquerait d'en pâtir dangereusement.